



# CONVERGEONS !

**Le bulletin de**

onvergence Nationale

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

## → L'Édito

### Mars 2012 : pour un printemps des services publics!

Les attaques contre les services publics sont incessantes, en France comme dans tous les pays d'Europe. Nous avons vécu ces dernières années des reculs importants avec un mouvement de privatisation continue des services publics, EDF-GDF, la poste, les attaques contre les statuts des personnels... L'usager est souvent devenu client d'un service pour lequel il n'est qu'un objet de profit.

Mais ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui est tout autre, c'est l'action pour la reconquête des services publics, pour les droits, les moyens de les satisfaire, et plus généralement pour faire prévaloir l'intérêt général dans les politiques publiques.

C'est l'action:

- pour le droit à l'éducation et en finir avec la sinistre RGPP, pour l'emploi avec le développement des activités industrielles et de services en France, pour le droit à la santé avec une sécurité sociale solidaire et universelle, pour le droit au logement pour tous...

- pour la conquête de moyens de financer les investissements publics nécessaires avec un pôle financier public, une réforme de la fiscalité,
- pour la démocratisation de nos institutions, avec des possibilités nouvelles d'intervention pour les représentants des salariés, des usagers, ...

Les luttes salariés-usagers-élus et forces politiques progressistes sont décisives. C'est ce tous ensemble qui donne la clé, pour mettre en échec les tentatives de mise en oppositions des uns et des autres (salariés-usagers, actifs-retraités) et créer le rapport de forces pour gagner.

Tout dernièrement c'est ce rassemblement qui a permis de mettre en échec le plan de fermeture de la maternité et de la chirurgie du Blanc dans l'Indre, ce que ni l'action des seuls salariés, usagers ou élus n'aurait permis!

**L'assemblée générale de Convergence en janvier a lancé un appel à l'action commune de tous les collectifs, associations, organisations qui veulent agir pour mettre les services publics au cœur du projet de société. C'est aussi le sens de l'appel commun Convergence des services publics, Coordination des hôpitaux et maternités de proximité, EGSP, Convergence nationale rail (que vous trouverez en p.6). Cet appel doit s'élargir dans le respect de l'indépendance et des formes d'action de chacun mais avec l'objectif d'être plus efficaces ensemble.**

## → Le Sommaire

P. 1 : L'Édito

P. 2 : *Hommage à Edgar Saulnier / Rappel : « Libérons les élections » / Billet d'humeur*

P. 3 à 5 : *Dossier : Forum alternatif mondial de l'eau à Marseille*

P. 6 et 7 : *Mars 2012, le printemps du Service Public ?*

P. 8 : *Convergence nationale Rail : Service public ferroviaire, il y a urgence !*

## → À Noter

- ▶ **3 mars** : manifestation nationale à Clermont-Ferrand à l'initiative de la Convergence nationale Rail (CNR).

- ▶ **3 mars** : sortie en librairie du « Manifeste des féministes en mouvement ».

- ▶ **7 mars** : les « Féministes en mouvement » interpellent les candidats aux élections à la Cigale (Paris).

- ▶ **10 mars** : journée de manifestations pour le droit au logement.

- ▶ **13 mars** : débat sur les services publics à Saint-Laurent-de-Neste (près de Lannemazan) à l'initiative du collectif Hautes-Pyrénées.

- ▶ **13-17 mars** : Forum alternatif mondial de l'eau à Marseille.

- ▶ **24 et 25 mars** : rencontres de la Coordination des hôpitaux et maternités de proximité à Aubagne.

- ▶ **29 mars** : soirée débat à Tours (cinéma Le Studio) sur le thème de la dépendance à l'initiative de la Convergence 37.

- ▶ **31 mars** : temps fort de la campagne « Libérons les élections ».

[www.convergence-sp.org](http://www.convergence-sp.org) – contacts : [nosfuturs@aliceadsl.fr](mailto:nosfuturs@aliceadsl.fr) / 06 88 26 91 22

Pour recevoir le bulletin mensuel et le journal trimestriel de Convergence ou envoyer vos articles, infos et billets d'humeur, écrire à [infosconvergences@gmail.com](mailto:infosconvergences@gmail.com)

## → **Hommage à Edgar Saulnier** (par Bernard Defaix)



Je tiens à dire à tout le Réseau de La Convergence combien toutes celles et ceux d'entre nous qui ont été ses camarades de lutte ont douloureusement ressenti la nouvelle du décès d'Edgar Saulnier.

Je me suis alors promis de redire, avec le temps du recueillement, l'amitié et le respect que j'avais pour lui, qui a été de ce combat dès le début du mouvement ayant conduit à la création de La Convergence, et qui était avec ses camarades du Collectif de la Charente en tête de la manifestation de Guéret le 5 mars 2005. Nous lui devons aussi une bonne part de nos statuts.

Edgar avait une énorme force de conviction et une autorité tranquille parce qu'on sentait en lui une grande honnêteté et une passion pour la justice et les valeurs de liberté, d'égalité et de Fraternité que le Service Public devait incarner. Dans les années militantes qui ont vu s'affirmer La Convergence, Edgar, pour moi, c'est cette première AG d'Angoulême où nous avons décidé la manif nationale du 19 novembre 2005 à Paris, celle de Lorient où nous avons adopté nos statuts et puis encore Cognac en 2009. Il aura été une figure marquante de La Convergence, avec un sens aigu du Collectif, qui sautait aux yeux quand on le voyait réuni avec ses camarades de La Charente. Il donnait du sens à l'engagement et avait valeur d'exemple.

Edgar nous te devons de continuer et tu seras encore à nos côtés pour avancer dans les manifs avec ce mot d'ordre que tu lançais souvent « pas de République sans Service Public, pas d'égalité sans proximité ! »



## → **Rappel : « Libérons les élections » - Un premier temps fort le 31 mars**

► **Pour rendre visible les propositions des mouvements citoyens**

► **Pour donner envie aux citoyen.ne.s de débattre aussi des questions qui les concernent**

30 organisations, réseaux et plateformes ont décidé de réunir leurs forces, leur diversité et leur créativité pour démontrer que les alternatives pour une société plus solidaire existent déjà et comment les organisations/mouvements en sont porteurs.

Nous devons lutter contre le sentiment d'impuissance qui gagne de plus en plus de citoyen.ne.s qui ne se sentent pas entendu.e.s, ou qui ne voient pas comment être acteur.rice.s dans notre société. La confiscation du débat public par des cercles étroits de "décideurs", politiques, économiques, financiers ou de médias appauvrit la vie démocratique de notre pays. Notre capacité à vivre ensemble et mise à mal. Cela favorise les campagnes invitant à la peur de l'autre, à la stigmatisation des plus faibles, des exclus, au rejet des altérités. Il est donc urgent de redonner du sens au politique et d'encourager chacun.e individuellement et collectivement à retrouver le goût de la « chose publique », l'envie de se questionner et de s'investir dans le débat public.



## → **Billet d'humeur : « Usagers usagés ? »**

Le 1<sup>er</sup> janvier ma boulangère m'a souhaité « Bonne année et surtout bonne santé car il vaut mieux rester en bonne santé avec tous les trucs qu'ils nous préparent ». Elle avait tout compris.

On a bien vu lors de la « votation citoyenne sur la Poste » que les « usagers » se sont même plus mobilisés que les « postiers » dont le statut et les emplois étaient et sont toujours menacés.

C'est que les services publics rendent avant tout service... à ses usagers, c'est-à-dire à la quasi-totalité des citoyens.

Que les familles des Bernard Arnaud, Gérard Mulliez, Liliane Bettencourt, Bertrand Puech, François Pinault, Serge Dassault, Louis Dreyfus et consorts puissent s'en passer, on les

## → **Mobilisons-nous !**

Chaque groupe, collectif ou antenne locale des organisations signataires peut affirmer son adhésion à la démarche collective, en se saisissant du « label » « **LIBERONS LES ELECTIONS** » : nous invitons les groupes, collectifs ou antennes locaux à inscrire leurs initiatives dans l'agenda commun du site web et à utiliser les supports de communication du label.

## → **Quand mobiliser ?**

Bien que la mobilisation ait parfois déjà commencé sur certains territoires, il semble que c'est globalement à **partir de maintenant** qu'elle va prendre corps et durer jusqu'à la fin des élections législatives.

Voici d'ores et déjà quelques repères qui peuvent aider à définir les choix que vous ferez localement. Les initiatives peuvent en effet s'organiser autour des temps suivants : ► **le 31 mars : un temps fort à Paris et en région**, ► **avril et mai : le temps de l'élection présidentielle**, ► **mai et juin : les élections législatives.**

**Pour plus d'informations : [www.libéronsleselections.org](http://www.libéronsleselections.org)**

comprend : ils peuvent payer ces services ou les transférer sur les frais généraux de leurs sociétés.

Mais nous, les autres, tous les autres ? Les 99 % comme disent certains : nous voulons PLUS de services publics, plus proches de nous, plus modernes et financés par des impôts mieux répartis selon les richesses.

Les services publics et plus largement les « biens publics » c'est à nous, pour nous : ne les laissons pas les affaiblir, les brader; mobilisons-nous pour les défendre, les développer, participer à leur fonctionnement en rejoignant les associations qui les promeuvent avec « Convergence des Services Publics ».

Aymard, un usager qui ne veut pas devenir « client »

## → Le **D**ossier : Forum alternatif mondial de l'eau à Marseille *(Par Jean-Claude OLIVA)*

### ► En route vers Marseille !

Le Conseil mondial de l'eau qui organise le prochain Forum mondial de l'eau à Marseille en mars 2012 regroupe pouvoirs publics et multinationales sous la houlette du PDG de la Société des eaux de Marseille qui est... une filiale de VEOLIA ! De ce fait, ce Forum est illégitime pour élaborer la politique de l'eau à l'échelle de la planète. Imaginons à la place de l'Organisation mondiale de la santé, un salon de l'industrie pharmaceutique... Outre ce défaut de conception, le Forum mondial de l'eau est disqualifié par l'échec des « solutions » qu'il n'a de cesse de proposer (voir article « à contre-courant », p. 5).

Cette situation rend indispensable la tenue d'un Forum alternatif mondial de l'eau (FAME) portant de toutes autres valeurs, de plus en plus partagées partout dans le monde. L'eau considérée comme un bien commun, qui a constitué une véritable lame de fond lors du référendum italien en juin dernier. L'eau reconnue comme un droit humain par l'ONU. L'eau remunicipalisée à Paris, au cœur du modèle français de gestion privatisée, ainsi que dans nombre de villes en France et dans le monde. Mais aussi la valorisation des formes communautaires et citoyennes de gestion à l'exemple des réalisations d'Emmaüs International avec les populations au bord du lac Nokoué au Bénin. Ou encore le combat écologique pour la qualité de l'eau et pour la vie qui s'exprime avec une dynamique sans précédent contre l'exploitation des gaz de schistes, en France notamment.

A la pensée unique du Forum mondial, le FAME préfère l'échange d'expériences, la confrontation d'idées, la pluralité des voix et des voies. De ce point de vue, le pari est d'ores et déjà gagné avec plus de 180 propositions d'ateliers, de conférences, de débats, venues de 50 pays. Une dizaine de grands thèmes seront traités, principalement en deux jours d'ateliers (les 15 et 16 mars) : la nouvelle donne du droit à l'eau, résistances contre les privatisations, le renouveau des gestions publiques, eau, agriculture et alimentation, accès à l'eau et à l'assainissement, eau et « extractivisme », les femmes et l'eau, conflits et partage de l'eau, changement climatique, eau et santé, recherche.

Des débats passionnants, aux formes variées –il y aura par exemple de grandes « controverses » ou un « forum des jeunes »- sont ainsi au rendez-vous.

Le Forum alternatif mondial de l'eau est organisé à Marseille, par la Coordination Eau - Bien commun qui regroupe plusieurs dizaines d'organisations très diverses autour d'ATTAC, du MNLE et d'Eau secours Marseille métropole; au niveau français par un comité d'organisation national qui comprend Attac France, la Confédération paysanne, Emmaüs international, la Fondation France Libertés, la CGT, Sud, etc., ainsi que des associations qui s'occupent directement de l'eau comme la Coordination Eau Île-de-France; au niveau international par un comité regroupant Food and Water Watch, le Conseil des Canadiens, Transnational Institute (TNI), l'Institut européen de recherches pour une politique de l'eau (IERPE), la fédération syndicale européenne des services publics (EPSU), etc. La plupart des mouvements et personnalités marquantes du combat pour l'eau dans le monde y sont attendues : Riccardo Petrella, Vandana Shiva, Maude Barlow, Caterina de Albuquerque, Oscar de Olivera (de Cochabamba en Bolivie), Pedro Arrojo, etc. De nombreux élus, de Paris et de la région Île-de-France, de Grenoble et de Rhône-Alpes, de Naples, etc., après une première rencontre à Aubagne, le 13 mars participeront également aux débats du 14 au 17 mars au Dock des Suds à Marseille.



## ► Forum alternatif mondial de l'eau (FAME) : mode d'emploi

L'essentiel du FAME se déroulera du 14 au 17 mars 2012 à Marseille au Dock des Suds, 12 rue Urbain V. Accès direct par le tram T 2, station Euroméditerranée Gantès.

Le mercredi 14 mars aura lieu la soirée d'ouverture. Les 15 et les 16 mars verront se succéder les ateliers et les séances plénières. Le samedi 17 mars auront lieu la session de clôture et une manifestation dans les rues de Marseille.

Inscription et programme détaillé sur le site [www.fame2012.org](http://www.fame2012.org)

Pour la région parisienne, des départs et des retours collectifs sont prévus en train ; renseignements, inscriptions [eau.iledefrance@gmail.com](mailto:eau.iledefrance@gmail.com) tél. 09 82 31 73 84

### D'autres initiatives sont liées au FAME :

- Le 9 et 10 mars 2012 se tiendra dans les locaux du Conseil Régional PACA, le séminaire Eau, Planète et Peuples, pour une citoyenneté mondiale organisé par la Fondation France Libertés.
- Le 10 mars 2012 se tiendra à Martigues la Rencontre Internationale des organismes de Gestion publique, de l'eau et l'assainissement organisée par le M.N.L.E.
- Le 13 mars 2012 se tiendra à Aubagne un Forum des autorités politiques locales du monde sur les enjeux politiques de l'eau bien commun.
- Du 12 au 16 mars, un Festival international de films documentaires « Eau-delà et ...d'ailleurs » se tiendra dans des salles alternatives de Marseille.



## ► La France, mauvaise élève du droit à l'eau ?

En décembre 2006, la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) reconnaissait dans son article premier «le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous».

Mais une enquête a révélé depuis qu'en Île-de-France un ménage pauvre pouvait consacrer jusqu'à près de 10% de son budget à l'eau. On est loin de conditions économiquement acceptables !

Une « loi de solidarité » adoptée en février 2011 confie l'attribution d'une aide au Fonds de solidarité logement qui a fait la preuve de son inefficacité dans ce domaine jusqu'à présent et se traduit par une nouvelle taxe pour les usagers. Ce dispositif est optionnel, il ne s'agit pas d'un droit.

Au-delà de la tarification, la question de l'accès à l'eau et à l'assainissement reste entière pour les SDF, les squatters et les gens du voyage. Selon un

avis adopté en juin 2011 par la Commission nationale consultative des droits de l'homme, il y a « en France plus de deux millions de personnes pour qui le droit à l'eau potable et à l'assainissement reste insatisfait ».

L'information des usagers qui fait partie du droit à l'eau est réduite à la facture... pour ceux qui la reçoivent (ce n'est pas le cas de l'habitat collectif). Quant à la participation, elle est le plus souvent inexistante.

*Enfin comment défendre le droit à l'eau si on ne préserve pas sa qualité pour les générations présentes et futures ? La France fait l'objet de plusieurs contentieux avec l'Union européenne pour ne pas avoir respecté la directive concernant les eaux rejetées par les stations d'épuration. Enfin l'exploitation des gaz et pétroles de schistes constitue une nouvelle menace contre laquelle les pouvoirs publics s'empressent de... ne rien faire !*

► **Public-privé : l'eau à contre-courant**

*La gestion de l'eau a longtemps été à contre-courant des autres services publics en France, car confiée de façon majoritaire au privé. Dans le monde, ce modèle français était aussi à contre-courant d'une gestion de l'eau quasiment partout publique, y compris dans des pays comme les États-Unis. Actuellement, pour la gestion de l'eau, en France comme dans le monde, s'opère un retour au public, à contre-courant de la tendance dominante à la privatisation. Un signe prometteur ?*

Déréglementation, libéralisation, et finalement privatisation des services publics constituent la dominante en France et à l'échelle mondiale ces dernières années. A des degrés divers, tous les services publics y sont confrontés : La Poste, les hôpitaux et plus généralement la santé, l'éducation, etc. Et une fois ces services démantelés et privatisés, on voit rarement s'opérer un retour au public. L'eau se situe à contre-courant car les retours en gestion publique directe, les « remunicipalisations », sont fréquentes en France et dans le monde depuis quelques années. On pense bien sûr à Paris qui, après une parenthèse de 25 ans de privatisation de la distribution de l'eau (la production était assurée par une société d'économie mixte) a créé un opérateur public unique, la régie Eau de Paris, le 1<sup>er</sup> janvier 2010. Cet acte a un retentissement considérable à l'international. La vitrine du modèle français de délégation de service public, à la fois pour VEOLIA et SUEZ qui se partageaient la gestion de l'eau dans la capitale, s'est transformée en vitrine du service public avec une régie à l'offensive tout azimut : baisse des tarifs pour les usagers, maîtrise des coûts (45 millions d'économie réalisés la première année), protection des captages avec l'installation d'agriculteurs bio, etc. **Outre Paris, il y a la création de la régie des eaux des Lacs de l'Essonne et des dizaines d'autres exemples en France.**

Mais les autres pays ne sont pas en reste ! Il y a dix ans, le 26 octobre 2001, Gérard Mestrallet, alors PDG de SUEZ, publiait une tribune dans le Monde, intitulée « La vraie bataille de l'eau » où il expliquait que les multinationales de l'eau, à l'instar de SUEZ, allaient apporter l'accès à l'eau et à l'assainissement partout dans le monde avec le partenariat public-privé, s'exclamant « de l'eau pour tous, vite ! » Il fallait donc laisser faire ces entreprises et leur faire

confiance. Une longue liste d'exemples de pays et de villes était citée où SUEZ avait pris pied, l'Argentine avec Buenos Aires, les États-Unis avec Atlanta, etc. En relisant cet article aujourd'hui, on peut constater que Suez a perdu la plupart de ces contrats. Les populations n'ont pas supporté les hausses vertigineuses de tarifs, ni de voir souvent la qualité de leur ressource se dégrader, d'en perdre le contrôle, ou encore de constater que le service promis n'était pas rendu. Le modèle des multinationales, promu par le Forum Mondial de l'Eau, est en échec. Du côté de VEOLIA, cela ne va pas mieux : la multinationale a réduit son implantation de 77 à 40 pays dans le monde. Et qu'on ne vienne pas défendre les « champions français » en prenant le prétexte de l'emploi... Les services publics de l'eau ne peuvent pas être délocalisés : c'est au contraire avec les multinationales que la chasse à l'emploi est ouverte pour réaliser des gains de productivité.

A l'échelle de la planète, l'eau est de plus en plus considérée comme un bien commun et c'est tant mieux ! Le combat pour le droit humain à l'eau et à l'assainissement, mené par les associations, les élus, les populations, depuis vingt ans dans le monde entier, a connu une consécration historique avec la reconnaissance de ce droit fondamental par l'assemblée générale des Nations unies, le 28 juillet 2010, à l'initiative de la Bolivie. Ce n'est pas le fruit du hasard : quelques années auparavant, il y a eu une véritable révolte de l'eau dans la ville de Cochabamba, qui a chassé la firme Bechtel et marqué le début d'une nouvelle donne dans le pays, conduisant Evo Morales à la présidence. Le Forum mondial de l'eau, lui, n'est pour rien dans la reconnaissance du droit à l'eau. A Istanbul en 2009, le dernier Forum mondial de l'eau a refusé cette reconnaissance qui a fait l'objet d'une déclaration, en dehors du Forum, par une vingtaine de pays. Maintenant est posée la question de reconnaître le droit à l'eau dans la déclaration ministérielle de Marseille et, paraît-il, ce n'est pas gagné ! **C'est dire à quel point le Forum mondial de l'eau est à la traîne et constitue un frein et non pas un moteur dans l'action politique en faveur de l'eau et de l'assainissement au niveau international. Le Forum alternatif mondial de l'eau (FAME) célébrera cet événement et lancera la nouvelle étape pour le droit à l'eau et à l'assainissement, qui consiste à le rendre effectif partout.**



## → Mars 2012, le printemps du Service Public ?

Depuis des années on cherche à nous imposer l'idée que « *l'État n'est pas la solution mais le problème* » vis-à-vis des difficultés socio-économiques qui s'amoncellent. Est visé bien sûr l'État « *social* » ou « *providence* » comme on

l'appelait à l'issue de ces « *Trente glorieuses* » qui ont vu les rapports entre capital et travail s'améliorer relativement et temporairement au profit du deuxième. Dans cette logique s'est construite une Europe néolibérale fondée sur la concurrence « *libre et non faussée* ».

*De cette offensive idéologique et politique menée avec une grande cohérence et dans la durée, le Service public est la grande victime. L'État néolibéral, pas du tout affaibli, lui mène la vie dure : la santé, l'éducation, la justice, l'emploi, le logement, les transports, l'énergie, l'environnement, les communications, l'information, la culture, le sport ... tout est soumis à la concurrence, au management, à la marchandisation, à l'austérité pour un service minimum garanti.*

Ces politiques ont produit les crises financières, économiques, écologiques et sociales que nous subissons aujourd'hui ! Les dégâts « collatéraux » en sont des régressions sociales et idéologiques qui se traduisent partout dans le monde et particulièrement en Europe, par la montée de la pauvreté, des inégalités, des violences et des replis communautaires.

Face à l'ampleur du désastre, on nous parle aujourd'hui du nécessaire retour de l'État, de la nécessité de soigner une Europe qui devient chaque jour un peu plus, le problème. Mais c'est un État gendarme, autoritaire, agent très actif pour imposer toujours plus d'austérité, avec la menace de replis nationalistes, voire xénophobes, face à la « *mondialisation* » qui n'est plus « *heureuse* » du tout. C'est une Europe qui au mépris de la démo-

cratie conduit des pays à la ruine, comme la Grèce en est la dramatique et scandaleuse démonstration.

On nous vend la « *compétitivité* ». Où il est toujours question que beaucoup perdent pour que quelques-uns ou quelques-unes gagnent. C'est l'aberrant exemple des huit « *initiatives d'excellence* » (Idex) qui vont se répartir plusieurs milliards d'euros pendant que toutes les autres universités vont végéter. Qu'importe, si « *nous* » réussissons enfin à monter sur le podium de Shanghai ! Voilà donc les États, les régions, les départements, les communes, les « *pôles métropolitains* » engagés dans la lutte pour « *l'excellence* ». Non pas pour que toutes et tous soient excellent(e)s, mais pour gagner contre son voisin au tirage d'un loto évidemment anti-solidaire et anti-égalitaire, dans lequel seuls quelques « *heureux* » gagnent alors que des millions d'autres ont perdu. Logique folle et destructrice à laquelle il faudrait nous plier au nom de la dette et de nos dépenses publiques insupportables.

En France les effets de la RGPP - *Révision Générale des Politiques Publiques* - sont pourtant malheureusement connus, en termes de dégradation des services publics – voire de disparition –, en termes de délitement de la solidarité et enfin en termes de souffrance au travail pour toutes celles et tous ceux qui en ont encore. La réforme des collectivités locales, l'offensive contre les associations viennent compléter l'offensive.

Partout des résistances, parfois momentanément victorieuses, mais toujours vouées à reprendre, se mènent. Partout des collectifs se mettent en place pour élaborer des alternatives et proposer de nouvelles pistes pour reconstruire de façon plus démocratique et plus efficace des services publics à partir des besoins des populations et des territoires.

→ ***Mars 2012 peut et doit être le début du « Printemps du Service Public »***

- ▶ Le 3 mars à **Clermont-Ferrand** à l'appel de la **Convergence Nationale Rail**
- ▶ du 14 au 17 mars à **Marseille** pour le **Forum alternatif mondial de l'eau**
- ▶ le 24 mars à **Aubagne** pour la **Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité**
- ▶ le 31 mars dans toutes les villes de France à l'appel du collectif « **Libérons les élections** », du « **Collectif pour un audit citoyen de la dette publique** » et de celui « **Pour un Pôle public financier au service des Droits !** »
- ▶ et tout au long de ces semaines avec les parents d'élèves et les personnels contre les fermetures de classes et des RASED
- ▶ partout avec les usagers, les personnels concernés et les élu-es pour les services publics locaux.

Ce printemps du Service Public doit préparer un nouvel été. Nulle nostalgie, ni retour à un passé idéalisé. Nous voulons construire, développer et améliorer un Service Public, démocratiquement géré et piloté. Logement, petite enfance, dépendance, finances, information... de nouveaux Services Publics doivent être construits. Aménagement égalitaire du territoire, développement durable, épanouissement de tous et toutes. Le Service Public que nous voulons contribue fondamentalement à faire que notre société réponde aux besoins économiques, sociaux, culturels et sanitaires... du plus grand nombre, avec une autre répartition des richesses et des moyens.

Nous partageons l'idée que le Service Public est seul capable de répondre à une définition et gestion démocratique des biens communs, d'assurer la satisfaction des besoins fondamentaux de chacun(e) sans discrimination d'aucune sorte, genre, origine, croyances, et opinions philosophiques. L'élaboration et la mise en œuvre de l'intérêt général, la redistribution des richesses qu'il induit, la solidarité qu'il nécessite et mobilise, l'implication populaire qu'il exige, participent de la construction d'une société démocratique et durable, tant pour les humains que pour les ressources de la planète.

C'est pourquoi nous vous appelons à rejoindre, participer et développer ces combats d'avenir. Nous demandons aux candidats et aux candidates aux différentes élections qui viennent de s'engager résolument pour le Service Public, ce « *patrimoine de ceux qui n'en ont pas* ».

- **DREVON Jean-Michel**, *coordinateur national des États Généraux du Service Public - EGSP*
- **NAY Françoise** et **ANTONY Michel**, *vice-présidente et président de la Coordination nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité*
- **DEFAIX Bernard**, *président de la Convergence nationale de défense et développement des SP*
- **MÉNARD Pierre**, *secrétaire de la Convergence Nationale Rail*



**Le compte-rendu de l'Assemblée Générale du 21 janvier 2012 est disponible sur le site de La Convergence ([www.convergence-sp.org](http://www.convergence-sp.org)) ; il est également joint à ce bulletin.**

**L'aspiration aux convergences et aux actions en commun avance comme en témoignent de nombreuses déclarations récentes, et notamment celles du Collectif pour un audit citoyen de la dette et celle du Collectif pour un Pôle Public Financier. Elle pourra s'affirmer dans le cadre des Rencontres Nationales de la Coordination à Aubagne puisque une réunion publique commune y est programmée en fin de journée le 24 mars, et bien sûr lors de la journée du 31 mars.**



# Service Public Ferroviaire

## Il y a URGENCE !

Les attaques contre le Chemin de Fer français, contre ses usagers, contre ses cheminots, fument de toutes parts :

- depuis le Parlement Européen qui adopte un nouveau « paquet ferroviaire » favorisant le démantèlement, l'appel à la concurrence, la privatisation ;
- depuis l'État français qui, au travers des fallacieuses Assises nationales du ferroviaire, conclut à la nécessité d'abandonner plus de 11 000 km de voies ferrées ! De solder le statut des cheminots !
- depuis la SNCF elle-même qui, dans ses révisions horaires du 11 décembre 2011 tire un trait sur de nombreux arrêts, rend impossible aux usagers les trajets les plus simples et qui, comme si cela ne suffisait pas pour dissuader les citoyens de prendre le train, augmente abusivement et scandaleusement (avec le plein assentiment de l'État) ses tarifs le 3 janvier 2012 !



**Derrière ces coups de boutoir portés au Chemin de Fer Français apparaît de plus en plus clairement la volonté de faire table rase du Service Public !**

A quelle fin :

- ✓ désertifier nos Régions (au profit de qui ?) et diminuer encore leurs capacités économiques !
- ✓ « ouvrir à la concurrence » (au profit de qui ?) une concurrence dont on vient de voir avec le Fret qu'elle n'apportait aucune amélioration quant au trafic global, sans parler des dangers et des risques réels qu'elle engendre sur la sécurité des circulations !
- ✓ créer les conditions de la privatisation, via les PPP, les OFP et toutes les « concessions » foireuses... (au profit de qui ?) ! Une privatisation dont on sait bien (les exemples du gaz, de l'électricité, de la Poste, de l'eau, des autoroutes... et tant d'autres... le prouvent tous les jours) qu'elle ne vise qu'au profit des plus riches, au détriment de l'utilisateur, au détriment de tout véritable Service Public.

Vous dites :

- **NON**, dans vos Collectifs, dans vos Associations, dans vos Collectivités, dans vos Organisations Syndicales, à ce démantèlement du Service Public Ferroviaire.
- **NON** à toute nouvelle dévastation des installations ferroviaires (Voies, Triages, Gares, ...) !
- **NON** à tout « Partenariat Public Privé » !
- **NON** à tout démantèlement du statut des cheminots !
- **NON** à toute augmentation des tarifs ferroviaires.

**Avec vous, la Convergence Nationale Rail dit NON** et fédère vos luttes, au plan National, dans une ACTION commune **le 03 mars prochain à Clermont-Ferrand**. Soyons-y nombreux pour y faire entendre notre voix, pour exiger le retour à un Service Public Ferroviaire Français de Qualité !

**Le 03 mars ! Tous ensemble dans la LUTTE ! Tous ensemble dans l'ACTION !**

**Usagers, Cheminots, Citoyens, c'est ensemble et maintenant qu'il nous faut agir avant que les décisions ne deviennent irréversibles. Accueil en Gare de Clermont-Ferrand à partir de 12h30, départ de la Manifestation à 14h.**